Toulouse, le 13 novembre 2019

Monsieur le Recteur, Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Départemental, Madame la Présidente du Conseil Régional, Monsieur le Maire,

Aujourd'hui, dans nos établissements scolaires des enfants et leur famille dorment à la rue, sous tente, dans des squats ou dans des hôtels insalubres.

Ces familles qui dorment à la rue sont pour la plupart allophones. Certaines qui ont des droits ouverts ne sont pas logées. D'autres reçoivent des obligations de quitter le territoire (OQTF) et perdent tout droit à un logement décent. Beaucoup ont fui leur pays et sont demandeuses d'asile. S'ajoute à la misère sociale un arrêté anti-bivouac signé par le maire de Toulouse en septembre 2019.

Ainsi, dans nos écoles, collèges et lycées, les enfants des dispositifs UPE2A (Unité Pédagogique pour Elèves Allophones nouvellement Arrivé-e-s) sont particulièrement touché-e-s et nombre de nos élèves, notamment albanais-e-s, sont en danger. Parce que leurs parents ont vu leur demande d'asile déboutée, parce qu'ils et elles dorment dans la rue.

Nous dénonçons les conditions d'accueil déplorables auxquelles font face nos élèves et leur famille. Nous dénonçons le mal logement. Nous dénonçons le non logement.

La souffrance psychologique et physique qu'implique le fait de dormir dehors met en danger la scolarité et la scolarisation des enfants de nos écoles, collèges et lycées.

Et pourtant, malgré toutes ces difficultés, nos élèves allophones qui dorment dans la rue viennent à l'école, au collège et au lycée et tentent de poursuivre leur scolarité au sein de nos dispositifs spécifiques adaptés aux élèves qui apprennent le français.

Et de plus, dans nos écoles, collèges et lycées il y a des logements de fonction vides ! Nous voulons que ces logements soient réquisitionnés pour nos élèves et leur famille qui dorment à la rue. Nous souhaitons que des solutions d'urgence d'abord et pérennes ensuite soient trouvées, parmi les nombreux logements vacants en Occitanie.

Cette situation nous indigne et nous serons vigilants à ce que les familles à la rue soient hébergées décemment dans les plus brefs délais. La situation est urgente, il en va de la dignité des personnes, de leur sécurité, de la réussite scolaire des enfants et de la mise en place de conditions sereines à leur intégration.

Ouvrons nos écoles, nos collèges et nos lycées. Ne laissons plus la honte s'installer, installons plutôt nos élèves allophones. Qu'ils et elles s'approprient l'école pour une intégration digne !

Ouvrez-vous Madame et Messieurs les décideur-e-s,

Nous attendons de chacune de nos institutions, qu'elle soutienne le respect au droit à au logement, à la santé des enfants, et au bien-être de leurs familles. C'est à ces conditions seulement que leur droit à l'éducation sera pleinement actualisable. Quelles sont les chances de réussite scolaire pour un enfant qui a froid et qui a faim ? A l'heure où la France s'apprête à fêter le trentième anniversaire de la Convention Internationale des droits de l'enfant, nous attendons une réponse qui y fasse honneur.

De ce fait, nous demandons au plus vite audience auprès de chacune des institutions que vous représentez.

Veuillez recevoir notre considération respectueuse,

Le collectif de défense pour la scolarisation des enfants allophones.